



DANS CE NUMÉRO

Analyse : guerre et réseaux sociaux, la crise ukrainienne sur internet

Évolution des opérations
Environnement économique

CONTEXTE

- Après l'annonce par le Kremlin d'une restructuration massive des opérations militaires et d'un départ de la région de Kiev en vue d'une remobilisation des troupes à l'Est, des journalistes ont constaté à Boutcha (oblast de Kiev) la présence de centaines de cadavres de civils (1). Le ministre français des Affaires étrangères évoque des « exactions massives commises par les forces russes », qualifiables de « crimes de guerre » (2). La Russie nie toute implication directe (3) et le Parquet national antiterroriste a été saisi (4).
- Dans le cadre des exactions de Boutcha, la France a annoncé – conjointement avec l'Allemagne – l'expulsion de trente-cinq diplomates russes dont la présence serait « contraire aux intérêts » de la Nation (5).
- V. Zelensky, invité à s'exprimer devant le Conseil de sécurité des Nations unies par visioconférence le 5 avril 2022, a réitéré des accusations de génocide de la part des forces russes contre la population ukrainienne. Il a appelé à l'exclusion de la Russie du Conseil (6).
- L'Assemblée générale des Nations unies a voté, le 7 avril 2022, l'exclusion de la Russie du Conseil des droits de l'homme (7).

GUERRE ET RÉSEAUX SOCIAUX : LA CRISE UKRAINIENNE SUR INTERNET

L'approche de l'élection présidentielle de 2022 en France fait resurgir la crainte, vérifiée en 2017 (1), d'une tentative d'ingérence russe dans la campagne électorale. Désormais bien documentées par les différentes communautés du renseignement occidentales, ces opérations – principalement cyber – seraient organisées par des agences de sécurité informatique et certaines parties de la nébuleuse de la cybercriminalité, proches du ou utilisées par le Kremlin (2), et recourent à une gamme d'actions virtuelles conséquente : *trolling* (3), *fake news*, manipulations, piratages de bas du spectre et campagne de phishing. En dehors du cadre de la lutte d'influence conventionnelle, ces actions ont la particularité d'être majoritairement fondées sur des interférences de masse via les réseaux sociaux (RS) les plus populaires dans les pays occidentaux : sites du groupe *Meta* (*Facebook*, *Instagram*, *WhatsApp*), de *Google Inc.* (*YouTube* notamment) et *Twitter*. Ces RS, bien que présents en Russie, n'y sont pas majoritaires. *Vkontakte*, qui fournit des prestations équivalentes à Facebook et dont les serveurs sont situés à Saint-Pétersbourg, est ainsi le service de réseautage social le plus utilisé en Russie et en Biélorussie devant *YouTube* ou *Instagram* (4). La guerre en Ukraine questionne naturellement la place de la manipulation de l'ensemble de ces réseaux sociaux au cœur des hostilités. La pluralité et l'origine des services offerts sont corrélatifs à l'émergence d'une triple problématique. Premièrement, la nature des publications et leur portée sont un critère décisif : la force et l'immédiateté de lecture de l'image pour le public pousse les acteurs – quels qu'ils soient – à privilégier des réseaux permettant ce type de posts en direct. Malgré sa naissance récente (première version en 2016), *TikTok* est devenu l'un des réseaux sociaux au cœur du conflit. De la même manière, les RS permettant la diffusion publique d'information ne sont pas équivalents aux messageries cryptées, fonctionnant en boucles fermées – comme *Telegram* ou *WhatsApp*. Deuxièmement, une autre problématique s'impose au regard de la nature et de l'absence de neutralité des politiques

de modération : l'entreprise mère des RS, en déployant un contrôle humain ou algorithmique, est naturellement forcée à prendre position sur l'acceptabilité de publications sensibles. Émerge alors une double dynamique de répression par la Russie et de retrait par les entreprises étrangères qui conduit à une forme de « splinternet », où l'utopie du village global est remplacée par une reterritorialisation du net, suivant l'hétérogénéité des régimes politiques et retrouvant une logique de frontières. Le groupe Meta a ainsi indiqué, le 11 mars 2022, autoriser temporairement – dans certains pays européens dont la France – la diffusion d'appels à la violence contre les forces armées et le pouvoir Russes (et non les civils) sur ses plateformes, par une forme « d'indulgence » compte tenu de l'invasion (5) ; ce qui a poussé le pouvoir russe à suspendre puis interdire Facebook et Instagram sur le territoire (6). Enfin, la dernière problématique majeure est liée à l'utilisation même des RS par les différents acteurs : civils, militaires et autorités politiques. La transformation progressive, depuis leur naissance, des réseaux sociaux en vecteurs d'une nouvelle forme d'information citoyenne est contrebalancée par la persistance et l'intensité des opérations psychologiques qui s'y déroulent, au profit d'entrepreneurs de guerre (7) agissant directement ou indirectement pour les parties de la crise. La diplomatie publique médiatique s'entend donc comme les « efforts planifiés d'un gouvernement pour influencer une opinion publique étrangère à travers des canaux médiatiques [...] dans le but de susciter une adhésion à ses objectifs de politique étrangère (8) ».

UNE RÉELLE FORCE DE FRAPPE POUR LA DIPLOMATIE PUBLIQUE

Selon S. Paquin, « les médias sociaux sont devenus les moyens de communication les plus efficaces [...] », révélateurs de la nouvelle diplomatie publique (9) des États. Pour Estelle Muller dit Woulkoff et Marine Busson, « l'avènement d'Internet dans les années 1990 a permis la circulation instantanée de l'information sans frontière physique. La naissance des réseaux sociaux, majoritairement datée à 1997 avec l'apparition des premiers réseaux de mise en relation (Weblog, Hotmail et Six Degrees), a quant à elle consacré l'interconnexion, l'information massive et choisie, mais aussi la désinformation (10) ». Les Américains ont été les premiers à mettre en place une véritable « diplomatie numérique », dès 2002 (11). La « twiplomatie » s'entend depuis comme une nouvelle manière pour les États de mener leur politique étrangère (163 chefs d'Etats possédaient un compte Twitter en 2020). L'implication des Etats-Unis dans la résolution de la guerre en Ukraine est incarnée dans l'alimentation fréquente (plusieurs fois par heure) du compte Twitter du POTUS (12). À l'inverse, le compte du « President of Russia » n'a pas été alimenté depuis le 15 mars dernier (13). Pour cause, la Russie n'est pas officiellement en guerre (14). La remobilisation du groupe de cyberpirates APT28, affilié au gouvernement russe, ou plus largement les « opérations de déstabilisation de l'Internet Research Agency » (15) (basé à Saint-Pétersbourg), traduisent néanmoins un investissement concret des réseaux sociaux par la Russie. Les tweets du gouvernement ukrainien sont aussi révélateurs de sa stratégie de mobilisation de la communauté internationale par l'empathie. Pour C. Lequesne, « l'appui de la diplomatie publique sur les réseaux sociaux fait partie des stratégies de puissance des États » (16). Les situations présentées par V. Zelensky sur son compte Instagram visent en effet à renforcer le caractère illégitime de l'invasion russe. Si C. Lequesne voit un danger dans la perception indifférenciée entre public national et international du contenu du message, V. Zelensky en fait une force. En comparant l'invasion russe à l'invasion nazie, il s'assure le soutien de la majorité de la communauté internationale en plus de celui de son peuple, d'autant plus que la Russie avait légitimé son « opération militaire spéciale » qui devait assurer la « dénazification de

ÉVOLUTION DES OPÉRATIONS

Le 25 mars, Sergueï Roudskoï, chef du commandement opérationnel du quartier général des forces armées de Russie déclarait que les premiers objectifs de l'opération militaire en Ukraine étaient « globalement atteints (1) ». Si, à l'aube du second mois de l'invasion de l'Ukraine, les forces russes ne sont pas parvenues à conquérir les plus importantes cités, dont certaines villes du Donbass (Severodonetsk, Lissitchansk), elles semblent être sur le point de prendre Marioupol (sud-est), assiégée depuis plus de trois semaines. Le siège de la ville portuaire s'inscrit dans la stratégie territoriale de V. Poutine, qui consiste à étendre la zone d'influence russe de leur territoire jusqu'à la Crimée. Ayant déjà revendiqué le contrôle de Berdiansk et de Melitopol, Marioupol est le dernier rempart d'accès direct de l'Ukraine à la mer d'Azov (2). V. Zelensky a annoncé, par ailleurs, le début d'une nouvelle offensive russe contre l'est de l'Ukraine le 18 avril 2022.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

V. Poutine exige le paiement du gaz russe en roubles. Au-delà du soutien à la monnaie nationale, cette décision s'inscrit dans le paradigme sino-russe de dédollarisation de l'économie. Par ailleurs, Washington persiste dans ses tentatives d'enrayement de la machine de guerre. Dans un communiqué du 24 mars 2022 (1), le Trésor américain indique ainsi avoir infligé un nouveau train de sanctions à des dizaines d'entreprises de défense russes. Sont notamment visés Tactical Missiles Corporation JS, son directeur général B. Obnosov et une vingtaine d'entreprises satellites (2). Washington annonce sa volonté de renforcer la coordination entre alliés afin de tenir « Poutine responsable de cette guerre de choix » (3). D'un autre côté, la pression pesant sur les entreprises françaises présentes en Russie s'accroît : l'interdiction des compagnies russes d'importer des pièces détachées d'Europe et d'Amérique contraint Safran à cesser sa coopération industrielle avec le conglomérat public Rostec. Cette situation est source d'incertitude majeure pour le futur de la filière aéronautique.

l'Ukraine » (17). L'utilisation des réseaux sociaux par les Ukrainiens, et en premier chef par leur président, permet de renforcer l'idée de sentiment national – arme la plus précieuse. Cela leur permet de jouer sur la « visibilité élargie » des réseaux sociaux, afin de toucher à la fois la population ukrainienne et la communauté internationale. Enfin, les réseaux sociaux sont des outils de *sharp power* pour les États. Défini comme un pouvoir qui « perce, pénètre et perfore l'environnement politique et international des pays cibles » (18), dans le but de « miner de l'intérieur des démocraties occidentales », il caractérise l'utilisation des réseaux sociaux par la Russie (19). En témoigne la présence des trolls russes début mars 2022 en commentaires de publications du Monde ou de déclarations d'Emmanuel Macron. Ces « opérations inauthentiques coordonnées » (définition de Facebook) sont un exemple d'un usage politique des *fake news*. La Russie rebat les cartes de la « communication publique » (20) par son offensive sur les réseaux sociaux. Celle-ci est doublée par la stratégie des « loups combattants », empruntée à la Chine, et incarnée par les comptes Twitter des ambassades de Russie en France et en Suède. Ceux-ci se démarquent par une ligne éditoriale très agressive, loin de l'étiquette diplomatique, entretenant le flou entre les dérives individuelles d'un *community manager* et ce qu'il reflète véritablement de l'opinion de son ambassade. Cependant l'effondrement du rouble réduit la marge de manœuvre de la Russie dans son entreprise de manipulation car elle ne peut plus financer autant de prestataires étrangers, étant en plus de plus en plus concurrencée de plus en plus par une communauté de chercheurs en sources ouvertes (21). La mobilisation politique que tente d'atteindre V. Zelensky pourrait s'apparenter à un *sharp power*, si la fausse vidéo du bombardement de Paris (22) est considérée comme un moyen de « percer l'environnement politique des pays cibles » par la manipulation émotionnelle. Il s'agirait alors d'un *sharp power* édulcoré par la caution morale apportée par le caractère illégal de l'invasion russe, appelant à la mobilisation politique des européens. Quoi qu'il arrive, les réseaux sociaux rendent aujourd'hui les États vulnérables à l'approche de leurs élections – cf. le scandale de la société en « conseil en gestion autre que la gestion financière », Cambridge Analytica, qui a récupéré des données personnelles d'utilisateurs de Facebook. En 2018, différents médias, comme le *New-York Times*, ont ainsi révélé la taille de la fuite de données, l'achat de ces dernières ainsi que les discussions entre la société britannique, Facebook et des personnalités politiques (américaines dans le cadre des élections présidentielles de 2016 ou britanniques dans le cadre du Brexit) (23).

LES RÉSEAUX SOCIAUX, CANAL D'INFORMATION EXTRA-MÉDIATIQUE

De nombreuses images, à la fois des photographies et des vidéos de la guerre - ou plus largement de la vie quotidienne, sont publiées et relayées sur les réseaux sociaux. L'individu se positionne comme producteur d'informations et complète le travail réalisé habituellement par des journalistes (24). Le filtre médiatique disparaît, laissant place à des images moins formelles qui changent la perception que le public se fait de la guerre. Les images peuvent aller jusqu'à l'humiliation de prisonniers de guerre ou les photographies de soldats morts au combat. Dans un même temps, les mécanismes de viralité des réseaux sociaux reposent toujours sur des contenus plus légers, comme des moments de joie ou l'apparition de « mèmes » comme les vidéos d'agriculteurs ukrainiens ramenant des chars russes chez eux (25). Cependant, dans cette abondance de contenu audiovisuel fleurissent de nombreuses fausses informations visant à influencer l'opinion publique internationale (cf. *supra*). Leur réception et leur pénétration sont favorisées par le contexte de crise, en raison de la dévalorisation du filtre médiatique qui requiert un temps de la vérification institutionnelle, et du fait de l'engagement émotionnel des internautes dans le conflit. La diffusion massive d'informations de première main par les internautes appuie la tenue d'une veille opérationnelle par les acteurs de l'*OpenSource Intelligence* (OSINT), dont la méthodologie de collecte,

d'exploitation et de diffusion de données en sources ouvertes (26) permet d'instruire l'avancée du conflit. La communauté OSINT est fortement mobilisée depuis le début de la guerre, au niveau francophone et international, notamment sur *Twitter* et *Telegram* (27). Elle donne en temps réel l'évolution de la situation, via des sources souvent plus techniques que dans les articles grand public, comme l'imagerie satellite, l'analyse de données radar ou des photographies issues du front. La collecte et le traitement d'informations jouent, de toute évidence, une place centrale dans la crise. L'information numérique s'est vue dotée d'une nouvelle place stratégique dans le parcours décisionnel, de surcroît dans un contexte d'urgence. Les réseaux sociaux génèrent une quantité importante de données participant ainsi à une saturation informationnelle qui renforce partant le brouillard de la crise. La mobilisation d'individus permet donc de recenser, trier et organiser ces informations, ce qui apporte un regard plus éclairé et complémentaire sur la situation aux internautes et organisations étatiques. Ces dernières années, des organisations OSINT telles que le collectif *Bellingcat* ont été mises en lumière. Créé en 2014, *Bellingcat* (28) a été médiatisé pour son travail sur des assassinats commandés par le Kremlin. Les résultats de ses investigations menées en open source ont poussé d'autres médias, journaux, organisations non gouvernementales et institutions universitaires à développer leurs capacités autour de ce nouveau moyen de recherche (29). L'utilisation « citoyenne » de l'OSINT n'est donc ni nouvelle ni réservée aux conflits armés. Toutefois, le cas de la crise en Ukraine diffère par l'ampleur de la mobilisation et par la quantité importante de données mises à disposition et analysées. Ce conflit a été pointé, dès les premiers jours, comme le premier à mobiliser de la sorte les réseaux sociaux (30). Les réseaux sociaux permettent aux individus de se positionner comme producteurs d'informations et comme analystes. Le modèle reste le même que dans les médias avec une source de données et une exploitation. Cette relation se met en place en dehors du cadre institutionnel, et peut être lue comme la remise en cause des notions de transparence, d'indépendance et de déontologie dans le journalisme institutionnel. Toutefois, il apparaît également que ces acteurs de la veille en ligne et du traitement des informations en sources ouvertes occupent une place nouvelle, qui complète et soutient l'action des médias institutionnels tout en traitant une dimension jusque-là négligée des flux numériques.

PROSPECTIVE

Il n'est pas certain que l'ensemble des nouveaux paradigmes évoqués ci-avant doive permettre de marginaliser la place des médias traditionnels dans la diffusion et l'analyse de l'information. Le déploiement des moyens qui leur sont propres (envoyés spéciaux, correspondances, expertises) correspond, au-delà d'une nécessité démocratique, à l'apport d'informations de terrain, a priori fiables. Les médias traditionnels ont à ce titre pris une place prépondérante sur les RS : au 27 mars 2022, *Le Monde* (@lemondefr) et *The New-York Times* bénéficient ainsi respectivement d'environ 10 et 52 millions d'abonnés sur Twitter. Les réseaux sociaux constituent, pour les médias, un marché majeur et un enjeu fondamental en tout état de cause : 33 % des Français déclarent s'informer par le biais des RS en 2019 ; et 46 % des personnes croyant à plusieurs théories du complot s'y informent prioritairement (31). L'usage in fine multispectral des RS, à des fins politiques, informationnelles ou de divertissement, en font des outils entrepreneuriaux intrinsèquement pluriels – utilisés dans les nouvelles formes de mobilisation sociale tant d'un point de vue organisationnel qu'opérationnel (32). L'absence de distinction claire entre le journaliste et le militant devient un enjeu majeur. Partant, seule la complémentarité entre médias professionnels et expertises citoyennes semble pouvoir permettre la lecture d'une information complète et qualitative.

Références page suivante.

LE COURS DU DNIÉPR

Une publication de l'IEC-IES.

Directeur de publication :

Thomas Meszaros

Responsable pédagogique :

Fabien Despinasse

Relecture :

Chiara Alexandre

Rédaction :

Lou Rocca, Alexandre Léonard,
Adrien Berteaux

www.institut-crises.org

RÉFÉRENCES

Guerre et réseaux sociaux

- (1) Untersinger, Martin. « Les preuves de l'ingérence russe dans la campagne de Macron en 2017 », *Le Monde*, 7 décembre 2019.
- (2) C'est notamment le cas d'APT28, à qui la CIA reconnaît un rôle dans l'ingérence des élections américaines de 2016 : *Intelligence Community Assessment - Assessing Russian Activities and Intentions in Recent US Elections*, 6 janvier 2017, doc. ICA 2017 - 01D.
- (3) Le trolling consiste en un comportement numérique qui vise à créer ou alimenter des polémiques. Il s'agit d'une manœuvre de déstabilisation fondée sur un argumentaire caricatural et l'impossibilité d'échanger dans la compréhension mutuelle.
- (4) Statista Global Consumer Survey, janvier-décembre 2021 (2049 répondants).
- (5) Benedetti Valentini, Fabio. « Guerre en Ukraine : Meta autorise des appels à la violence contre les Russes », *Les Echos*, 11 mars 2022.
- (6) AFP. « La Russie interdit Facebook et Instagram pour « extrémisme » », *Le Monde*, 21 mars 2022.
- (7) Chaline, Olivier. « VII. États et entrepreneurs de guerre dans l'Europe moderne », Jean Baechler éd., *Les Armées*. Hermann, 2018, pp. 97-106.
- (8) Golan, Guy & al. "Mediated public diplomacy redefined: foreign stakeholder engagement via paid, earned, shared, and owned medias", *American Behavioral Scientist*, vol. 63, n° 12, 2019, p. 1670.
- (9) Paquin, Stéphane. « La diplomatie à l'ère d'internet et des médias sociaux », dans : Christian Lequesne éd., *La puissance par l'image. Les États et leur diplomatie publique*. Paris, Presses de Sciences Po, « L'enjeu mondial », 2021, p. 33-57.
- (10) Muller dit Woulkoff, Estelle et Marine Busson. « La mobilisation sociale sous une nouvelle forme : enjeux et défis des réseaux sociaux », *Observatoire de l'IEC-IES*, 2021. URL : <https://www.institut-crisis.org/post/lamobilisation-sociale-sous-une-nouvelle-forme-enjeux-et-d%C3%A9fis-des-r%C3%A9seaux-sociaux>
- (11) Shumin Su & Marx Xu. "Twitplomacy: Social Media as a New Platform for Development of Public Diplomacy", *International Journal of E-Politics*, vol. 6, n° 1, 2015, 14 p.
- (12) President Biden (@POTUS) / Twitter, *Twitter*. <https://twitter.com/POTUS>.
- (13) President of Russia (@KremlinRussia_E) / Twitter, *Twitter*. https://twitter.com/KremlinRussia_E.
- (14) « La mention de "guerre" interdite à la télévision russe : comment les médias traitent-ils l'invasion ? », *Franceinfo*, 15 mars 2022.
- (15) Croquet, Pauline et al. « Guerre en Ukraine : comment les agents d'influence russes ont perdu de leur efficacité sur les réseaux sociaux », *Le Monde*, 11 mars 2022.
- (16) Lequesne, Christian. « La diplomatie publique au service de la puissance étatique », dans : Christian Lequesne éd., *La puissance par l'image. Les États et leur diplomatie publique*. Paris, Presses de Sciences Po, « L'enjeu mondial », 2021, p. 7-30
- (17) Walker, Christopher et Jessica Ludwig. "From « soft power » to « sharp power » , Rising Authoritarian Influence in the Democratic World", *National Endowment for Democracy*, 5/12/2017
- (18) « Le sharp power : usage d'informations trompeuses à des fins hostiles », *France Culture*, 01/06/2018.
- (19) Dauphin, Florian. « Les Fake News au prisme des théories sur les rumeurs et la propagande », *Études de communication. langages, information, médiations*, no 53, Art. no 53, déc. 2019.
- (20) Teisseire, Laurent. « Place et rôle des médias dans les conflits », *Revue internationale et stratégique*, 2010/2 (n° 78), p. 91-95.
- (21) Arpagian, Nicolas. « Internet et les réseaux sociaux : outils de contestation et vecteurs d'influence ? », *Revue internationale et stratégique*, 2010/2 (n° 78), p. 97-102.
- (22) Vasseur, Victor. « Paris bombardé : la vidéo choc des autorités ukrainiennes pour réclamer une "no fly zone" », *France inter*, 12 mars 2022.
- (23) Solon, Olivia. "Facebook says Cambridge Analytica may have gained 37m more users' data", *The Guardian*, 4 avril 2018.
- (24) Trouillard, Stéphane. « Ukraine : la guerre en direct à l'heure des réseaux sociaux », *France 24*, 07 mars 2022.
- (25) Vimond, Ludovic. « Guerre en Ukraine - Ces tracteurs qui subtilement les chars russes », *Réussir.fr*, 10 mars 2022.
- (26) « L'OSINT désigne un ensemble de méthodes et de techniques qui permettent d'exploiter efficacement des sources d'information librement accessible », Le Deuff, Olivier et Rayya Roumanos, *Open Source Intelligence : retour aux sources, Information, données et documents*, 2021
- (27) Bazzel, Michael. "Open Source Intelligence techniques : resources for searching and analyzing online information", *CreateSpace Independent Publishing Platform*, 5e édition, 2016
- (28) <https://fr.bellingcat.com/>
- (29) Muhammad Idrees Ahmad. "Bellingcat and how Open Source Reinvented Investigative Journalism", *The New-York review*, 10 juin 2019.
- (30) Garnier, Guihlem. « Ces comptes twitter qui font de l'OSINT », *Centre de ressources et d'information sur l'intelligence économique et stratégique*, 25 mars 2022
- (31) Sondage IFOP pour Fondation Jean Jaurès et ConspiracyWatch, 2019.
- (31) Muller dit Woulkoff, Estelle et Marine Busson, *op. cit.*

Contexte

- (1) Deprez, Fabrice. « Dans la ville ukrainienne de Boutcha, des exactions et des questions », *La Croix*, 4 avril 2022.
- (2) « Ukraine - Déclaration du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (3 avril 2022) », communiqué de presse, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 3 avril 2022.
- (3) Deprez, Fabrice, *op. cit.*
- (4) AFP, « Ukraine : trois nouvelles enquêtes ouvertes en France pour "crimes de guerre" », *franceinfo*, 5 avril 2022.
- (5) « Expulsion de personnels russes - Déclaration de la porte-parole (04 avril 2022) », communiqué de presse, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 4 avril 2022.
- (6) Ukraine-Security Council 9011th Meeting. URL : <https://media.un.org/en/asset/k1s/k1s18higf0>
- (7) « L'Assemblée générale décide de suspendre la Russie du Conseil des droits de l'homme », *ONU Info*, 7 avril 2022.

Evolution des opérations

- (1) "Ukraine Maps: Tracking Where Russian Forces Are Invading" - *The New York Times* : <https://www.nytimes.com/interactive/2022/world/europe/ukraine-maps.html>
- (2) « Donbass. Rattachement à la Russie : Donetsk et Louhansk attendent leur référendum », *Courrier international*, 28 mars 2022.

Environnement économique

- (1) « U.S. Treasury Sanctions Russia's Defense-Industrial Base, the Russian Duma and Its Members, and Sberbank CEO », U.S. Department of the Treasury.
- (2) AFP, « Sanctions contre la Russie: Washington vise la Douma et les industries de défense », *Le Figaro*, 24 mars 2022
- (3) Nous traduisons "Hold Potine accountable for this war of choice".

LE COURS DU DNIÉPR

Une publication de l'IEC-IES.

Directeur de publication :

Thomas Meszaros

Responsable pédagogique :

Fabien Despinasse

Relecture :

Chiara Alexandre

Rédaction :

Lou Rocca, Alexandre Léonard,

Adrien Berteaux

www.institut-crisis.org